

panorapresse.ouest-france.fr

Mobilité étudiante : le Royaume-Uni rechigne à réduire les frais de scolarité des Européens

3-4 minutes



L'université de Newcastle, au nord-est de l'Angleterre. | Archive David Adémas/OUEST FRANCE

Dix ans après le vote du Brexit, la reprise d'échanges estudiantins entre le Royaume-Uni et l'Union européenne semblait bien engagée... Mais les réticences de Londres à alléger le coût des inscriptions pour les jeunes Européens pourraient tout faire capoter.

L'heure semblait au rabibochage... Boudé par le [Royaume-Uni](#) depuis l'entrée en vigueur du [Brexit](#) en 2020, [Erasmus](#), le programme d'échanges universitaires avec l'[Union européenne](#), avait été [remis au goût du jour - sans dire son nom - en mai 2025](#). Londres avait alors scellé un premier accord avec Bruxelles qui devait permettre aux Britanniques et aux Européens de 18 à 30 ans d'étudier, travailler, voyager ou faire du bénévolat de part et d'autre de la [Manche](#), dès 2027.

Restait à régler l'épineuse question des frais de scolarité. Et depuis, le bras de fer n'en finit plus, au point qu'il menace de faire capoter le projet, selon le très eurosceptique et conservateur journal [Telegraph](#). Pour les négociateurs européens, les jeunes de l'UE devraient être exemptés des tarifs réservés aux étrangers, qui peuvent atteindre 60 000 £ par an (70 000 €), relatait dimanche 15 mars le quotidien de gauche [Guardian](#). Les jeunes Européens paieraient alors l'équivalent de ce que versent les Britanniques : environ 9 500 £ (11 000 €) en Angleterre et au Pays de Galles, 4 855 £ (5 600 €) en Irlande du Nord et 1 820 £ (2 100 €) en Écosse.

Très cher Erasmus...

Ces dodues ristournes pourraient coûter «près de 140 millions de livres sterling par an» aux universités britanniques, selon le *Guardian*. C'est justement parce qu'ils considéraient que le programme Erasmus leur coûtait trop cher que les Britanniques y avaient renoncé... Ce n'est «pas rentable», avait tranché le Brexiteur et Premier ministre conservateur en devenir, [Boris Johnson](#). De fait, en 2018, le Royaume-Uni comptait 10 000 étudiants disséminés dans l'UE, pour trois fois plus d'Européens sur son sol (Français, Allemands et Espagnols en tête). Et le pays payait au prix fort son attractivité : l'équivalent de 170 millions d'euros par an...

D'où la réticence de Londres à rempiler sans compter. Le Premier ministre travailliste de Keir Starmer a déjà prévenu que les Européens seraient accueillis sur la base de quotas et «de façon limitée dans le temps » ->probablement pas plus de deux ans. Abaisser leurs frais d'inscriptions nécessiterait «une contrepartie très importante» de l'UE, a martelé dimanche la ministre des Finances, Rachel Reeves. Selon le *Financial Times*, une «intégration beaucoup plus étroite du Royaume-Uni dans l'UE» pourrait être mise dans la balance.

De nouvelles tractations doivent se tenir cette semaine. Les Européens ne manqueront pas de rappeler combien le Brexit a vidé les rangs des campus britanniques : en 2024, le nombre d'étudiants européens y avait chuté de 53 %. Et un tiers des facultés du pays se disaient au bord de la faillite.

Cécile Réto